

Investissement

en millions d'euros

	2004	2005	05/04 en %	2006	06/05 en %
Emplois d'investissement (hors dette)	7 465	7 704	+3,2	8 294	+7,7
Dépenses d'équipement	2 683	2 582	-3,8	3 100	+20,1
Subventions d'équipement versées	4 338	4 591	+5,8	4 929	+7,4
Autres dépenses	443	531	+19,8	265	-50,0
Ressources d'investissement (hors emprunts)	1 634	1 675	+2,6	1 600	-4,5
FCTVA	326	379	+16,1	378	-0,2
Autres dotations et subventions	798	1 047	+31,1	999	-4,6
Autres recettes (a)	509	250	-50,9	223	-10,8
Remboursements d'emprunts*	937	1 373	+46,5	1 503	+9,5
Emprunts*	2 155	2 106	-2,3	2 560	+21,5

(a) Produits de cessions, recettes sur travaux pour tiers...

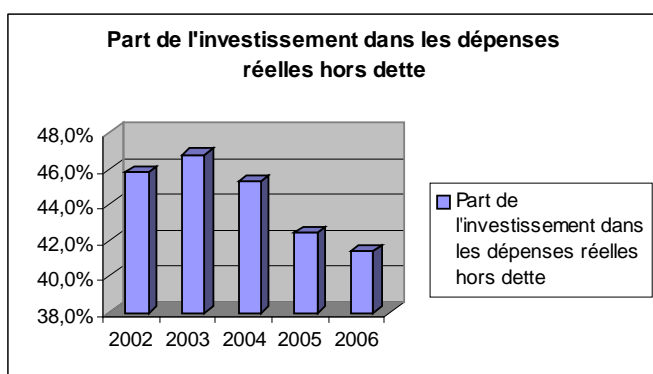
* hors refinancements et opérations de gestion de la dette

Analyse de l'investissement

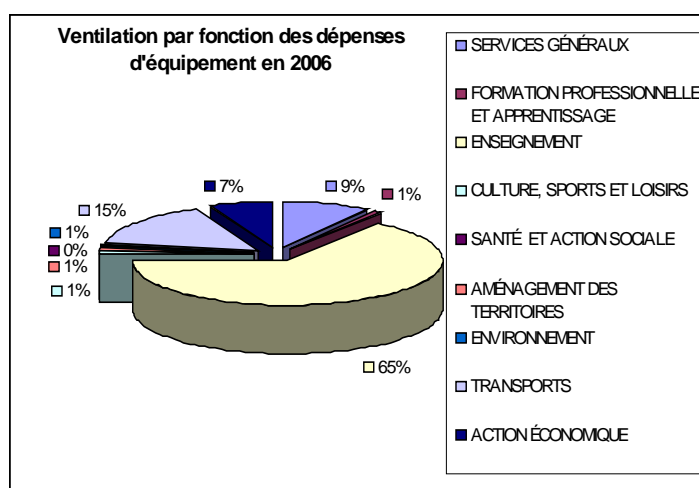
La progression moins soutenue du niveau de l'autofinancement ne freine pas l'évolution des emplois d'investissement hors dette (+7,7%). Par conséquent, le « taux de couverture des dépenses d'investissement par la CAF nette » est en retrait de 3,6 points par rapport à l'année précédente. Les ressources d'investissement diminuent, quant à elles, de 4,5%.

Les dépenses d'investissement progressent de manière significative en 2006 (+20,1% pour les dépenses d'équipement et +7,4% pour les subventions d'équipement versées). Cette évolution retrace notamment les opérations de clôture des contrats de plan Etat-Régions signés en 2000.

Pour autant, la part de l'investissement dans les dépenses réelles hors dette continue à régresser, passant de 42,4 % à 41,38% entre 2005 et 2006, les emplois d'investissement augmentant dans des proportions moindres (+7,7%) que les dépenses réelles hors dette (+10,4%).



Les **dépenses d'équipement** - qui prennent en compte les achats d'immobilisations ou les travaux entrant dans le patrimoine des régions- s'élèvent à 3,1 milliards d'euros, soit une hausse de 20,1% par rapport à l'année précédente. Elles représentent 37,4% du total des emplois d'investissement hors dette. Ces dépenses concernent avant tout des dépenses de renouvellement (bâtiments administratifs, lycées, transports régionaux). Le secteur de l'enseignement demeure le premier bénéficiaire des investissements directs régionaux (65% du total des dépenses d'équipement).

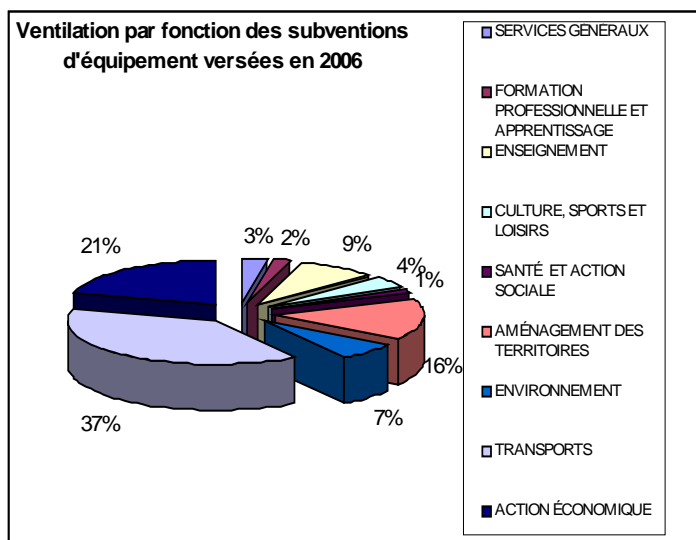


Les **subventions d'équipement versées** représentent 59,4% du total des emplois d'investissement hors dette. Il s'agit donc du poste le plus important de la section d'investissement. Ces subventions, en hausse continue depuis 2000, progressent de 7,4% en 2006 (contre 5,8% en

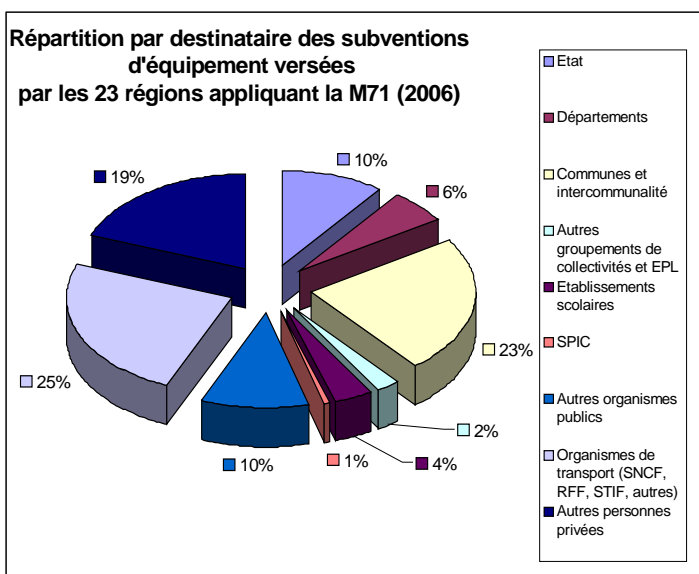
2005) et atteignent un montant de 4,9 milliards d'euros en 2006. Ce poste, avec les subventions et contingents versés en fonctionnement, permet de mesurer le rôle d'intervention et de soutien des régions.

Les subventions d'équipement versées en 2006 concernent prioritairement :

- le secteur des transports (37% du total des subventions versées), tout particulièrement les transports en commun des voyageurs et le secteur des routes et voiries,
- l'action économique (21%) avec en particulier le secteur de l'industrie, de l'artisanat, du commerce, celui de l'agriculture, de la pêche et de l'agro-industrie et celui de la recherche et de l'innovation,
- et enfin l'aménagement des territoires (16%) avec notamment l'espace rural et les autres espaces de développement, les agglomérations et villes moyennes, l'habitat (logement).



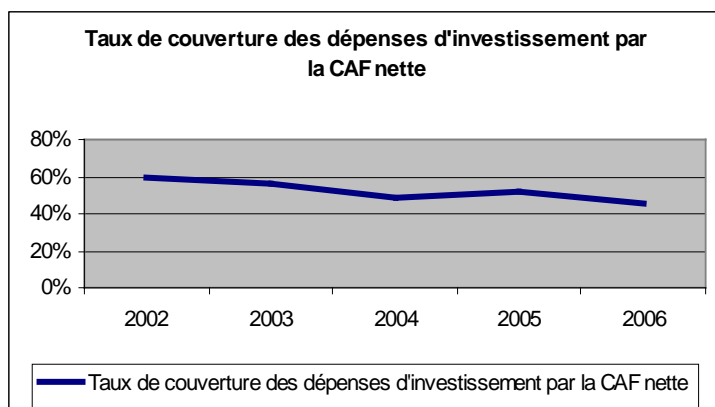
Ces subventions concernent deux catégories de bénéficiaires : les organismes publics ou semi-publics et les organismes privés dans le cadre de dispositifs régionaux d'aides.



L'équilibre du financement des investissements est assuré par un recours plus important à l'endettement.

Les dépenses d'investissement hors dette des régions demeurent très dynamiques (+ 7,7% par rapport à 2005), mais les ressources destinées à les financer stagnent ou diminuent en 2006 (progression modérée de l'autofinancement à 2,6% et diminution de 4,5% des ressources d'investissement hors dette). Dès lors, les régions font appel à l'emprunt pour faire face à leur besoin de financement.

L'autofinancement couvre près de 66% des dépenses d'investissement hors dette contre 69,2% en 2005. Ainsi, on note un recul modéré du taux de couverture des dépenses d'investissement par la CAF nette, lequel s'élève à 47,8% en 2006 contre 51,4% en 2005.



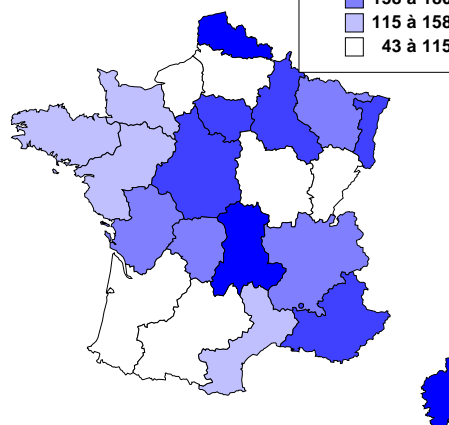
Le recours à l'emprunt augmente de 21,5% entre 2005 et 2006 pour atteindre un volume financier global de 2,56 milliards d'euros.

Le montant des remboursements d'emprunts

Dette des régions (moyenne en métropole : 177,4)

La dette des régions en euros par habitant

- 296 à 861 (3)
- 180 à 296 (5)
- 158 à 180 (4)
- 115 à 158 (4)
- 43 à 115 (6)



augmente de 9,5% entre 2005 et 2006, en raison de la hausse de l'encours de la dette depuis quelques années. Il est à noter que le volume des souscriptions d'emprunts nouveaux reste toujours supérieur au montant des remboursements d'emprunts.

Les **ressources d'investissement** hors emprunt diminuent de 4,5% en 2006. Ces ressources se composent pour 62% de subventions et autres dotations et pour 24 % du Fonds de Compensation pour la TVA (FCTVA).

Le **FCTVA** s'élève à 378 millions d'euros en 2006 et reste stable par rapport à 2005 (-0,2%).

Les **autres dotations et subventions** diminuent modérément (-4,6%) et s'élèvent à 999 millions d'euros en 2006. Parmi celles-ci figure la dotation régionale d'équipement scolaire (DRES) qui s'élève à 622 millions d'euros. Cette dotation a augmenté de 3% par rapport à 2005. Elle est indexée sur l'évolution de la formation brute de capital fixe des administrations publiques.

Les ressources d'investissement stricto sensu ne couvrent que 19,3% des dépenses globales d'investissement, contre 21,7% en 2005.

Équilibre financier global

(En millions d'euros)

		Produits	17 219	Charges	11 748	
Section de fonctionnement	Impôts directs		4 435	Achats, charges externes	1 413	
	Impôts indirects		3 915	Personnel	783	
	Concours de l'Etat		8 257	Subventions et contingents	9 001	
	Subventions et participations		446	Charges financières	396	
	Autres produits		166	Autres charges	155	
			Autofinancement 5 470			
			Autofinancement 5 470		Emplois hors dettes	
Section d'investissement	Ressources hors emprunts		1 600	8 294		
	Endettement		1 057			
	Diminution du FDR		167			